

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix-Tourcoing et de la Région

ABONNEMENTS	
Nord et départements limitrophes :	
3 mois	60 fr.
6 mois	100 fr.
1 an	180 fr.
Autres départements et colonies :	
3 mois	65 fr.
6 mois	110 fr.
1 an	200 fr.
Compte chèques postaux : Lille 87	

Lâche agression anglaise sur la banlieue ouest de Paris

500 MORTS, 1.200 BLESSÉS, 200 MAISONS DETRUITES

Le raid insensé de l'aviation britannique a suscité une profonde indignation dans tout le pays

Le Maréchal décide que le jour des funérailles des victimes sera un jour de deuil national

Paris et la France en deuil

Paris est en deuil. Dans la nuit de mardi à mercredi, le bombardement de plusieurs localités par les avions anglais a causé la mort de 500 personnes, dont un certain nombre de femmes et d'enfants, et blessé plus de 1.200 autres. Des centaines de maisons habitées par des familles en grande majorité ont été détruites, ensevelissant plus de 200 personnes et faisant plus de 1.200 blessés, dont beaucoup très grièvement.

Devant cette épouvantable agression, le pays tout entier ressentait l'indignation et le courroux. Ceux qui ont été tués par les bombes jetées au hasard, sans but militaire précis, étaient des travailleurs français qui gagnaient le pain de leurs femmes et de leurs enfants. Ils avaient le droit de se croire en sécurité alors que les pilotes de l'aviation britannique sont venus soudainement leur donner une mort atroce.

Le pays, abîmé dans une profonde tristesse, s'élève devant leurs corps mutilés. Ce sont les victimes de la coalition bolchevico-anglaise et américaine. C'est pour obéir aux injonctions de Moscou que cette diversion sanglante et inutile a été organisée, comme avait été exécuté, il y a quelques jours, le raid des parachutistes britanniques sur la côte nord de la France. Seulement, dans cette expédition, les soldats qui ont opéré ont montré un certain courage, tandis que c'est un acte de lâcheté pur et simple que les avions anglais ont commis en bombardant la banlieue parisienne à la faveur de la nuit. Car même s'ils avaient pu avoir un objectif défini, ils étaient certains de ne pouvoir l'atteindre en restant à des hauteurs où l'attaque devient un jeu de hasard. En mai 1940, l'aviation allemande avait bombardé de jour des objectifs militaires parisiens. En mars 1942, l'aviation anglaise attaque de nuit ses populations civiles. Il est plus facile, en effet, de détruire des maisons et de massacrer des civils en lâchant ses bombes d'une grande hauteur, que de s'attaquer bravement, en « piqué », à des buts visibles. C'est aussi moins honorable ; c'est aussi parfaitement odieux.

Le bombardement des populations civiles n'a pas d'excuse, surtout quand ces populations appartiennent à des pays qui ne sont pas des belligérants. Les exigences de l'allié bolchevique ne constituent pas une raison suffisante pour justifier les meurtres accomplis en service commandé par les pilotes britanniques.

Et même si l'on admet qu'un objectif de guerre était le but de l'expédition nocturne, il faut reconnaître que les résultats obtenus démontrent ou la fausseté de cette allégation ou la maladresse criminelle des agents d'exécution.

Mais que les travailleurs tués par les bombes, mardi soir, soient victimes des menées machiavéliques de Staline, ou de la maladresse de pilotes, qu'importe. Ils sont morts et Paris et la France pleurent sur leurs tombes.

En décrétant que le jour de leurs funérailles serait une journée de deuil national, le Maréchal Pétain a interprété justement le sentiment du pays. Il a voulu rendre un hommage officiel aux innocentes victimes d'un acte inqualifiable de barbarie et protester en même temps contre une agression qui soulève, nous le répétons, l'indignation de tous les Français.

Paris 4 mars. — L'aviation anglaise s'est levée, dans la soirée de mardi, à une lâche agression sur quelques localités de la banlieue parisienne.

Les bombes sont tombées à Boulogne, Villejuif, Issy-les-Moulineaux, Montrouge, Meudon, Billancourt, Le Pecq, Sèvres, Le Valenton, Versailles et même Saint-Germain-en-Laye, en un mot sur toute la banlieue Sud-Ouest. A Versailles, plusieurs voies publiques sont coupées par des débris.

Au cours du bombardement, qui a duré de 9 heures à 11 heures, 500

personnes environ, dont de nombreuses femmes et de nombreux enfants, ont été tués. 1.200 autres ont été blessés, dont un certain nombre grièvement. Un grand nombre de personnes sont sans abri, 200 maisons ayant été détruites.

Des scènes tragiques se sont déroulées dans toutes ces localités. Dans la nuit, les malheureux habitants s'éveillaient dans la tenue somptueuse où les avaient surpris les premières explosions.

Les sinistrés sont recueillis

Alors que s'organisaient les premières recherches des secours parvenaient promptement. Les services du ravitaillement, du Secours national, de la T. C. R. P. et des ambulances municipales effectuaient les premiers transports. Les sinistrés trouvaient un abri provisoire chez des voisins. Depuis lors, les services de la Préfecture de la Seine ont procédé à leur hébergement.

A Boulogne, où 600 personnes sont sans toit, le centre Luquet en a recueilli 500, tandis que cent autres étaient recueillis par les centres de la Croix-Rouge.

Les malades en traitement à l'hôpital Ambroise-Paré de Boulogne, sur lequel deux bombes sont tombées, ont été conduits par les soins de l'assistance publique à l'hôpital Necker, à la Salpêtrière et à l'hôpital Saint-Louis.

A Villejuif, trente personnes ont été hébergées à l'hospice de Bièvre et quarante au refuge municipal.

Cinq cents millions de dégâts à la manufacture de porcelaines de Sèvres

La Manufacture de porcelaines de Sèvres a beaucoup souffert du bombardement : si les bâtiments sont restés debout, tout ce qui contenait les magasins est en morceaux. L'atelier de décoration n'existe plus. L'atelier d'émallage a, lui aussi, été très touché. Il est resté qu'une bombe est tombée là, ensevelissant une jeune fille de 18 ans, la fille du gardien chef, M. Cornier, dont les parents, blessés, ont été transportés à l'hôpital.

Une autre bombe a tué M. Cerdet, concierge de la Manufacture, prisonnier, qui venait d'être rapatrié pour raison de santé. L'atelier qui contenait les prototypes de 1942 est dévasté et détruit, comme le musée qui enchanta tant de regards par tant de richesses.

Formis les pièces très rares qui en

avaient été enlevées, tout ce que l'on conservait précieusement, les vases ornementaux, les bijoux, les églises statuettes, ne sont plus maintenant que débris que les employés du Louvre jettent dans des paniers par larges pelletées.

Le montant des dégâts s'élève à 50 millions de francs.

Journal de deuil national

Le maréchal Pétain, après avoir pris connaissance téléphonique du grand nombre de victimes et de l'ampleur des dégâts causés par le raid anglais, a fait exprimer ses profondes condoléances aux familles ouvrières éprouvées ainsi qu'aux innocentes victimes de cette attaque.

Il a, en outre, ordonné que le jour des funérailles fût considéré comme jour de deuil national.

L'amiral Darlan se rend sur les lieux et félicite les sauveteurs

Il convient de souligner le parfait sang-froid que n'a cessé d'observer la population.

L'amiral Darlan, qui, dès la première heure de la matinée se rendit sur les lieux, visita les blessés et s'entre tint avec des nombreux témoins, en a pu faire la constatation. Partout chacun fit son devoir, souvent même plus que son devoir.

Si les services publics furent au-dessus de tout égoïsme par la promptitude de leurs secours, que dire des habitants des localités les plus éprouvées ? Une fois encore, l'esprit d'entraide se manifesta chez tous avec la plus ardente spontanéité et beaucoup ne durent leur salut qu'à la prompt assistance de voisins ou de passants, qui se dévouèrent parfois au péril de leur vie pour les arracher à une mort certaine.

L'amiral de la Flotte a su tout cela, et il a chaudement félicité quelques-uns de ces courageux sauveteurs. Il s'est ensuite rendu dans les diverses maisons, où des chapelles ardentes avaient été hâtivement dressées, et s'est longuement incliné devant les corps des victimes. Ajoutons que tous les corps, le vice-président du Conseil avait délégué sur les lieux le commissaire de la marine Fatou, qui avait été bientôt rejoint par M. Charles Maguy, préfet de la Seine, l'amiral Bard, préfet de police, et M. de la Rozière, chef du cabinet du ministre de l'Intérieur, actuellement en Tunisie.

Tout au long de la journée de

mercredi, les travaux de déblaiement se sont poursuivis.

Une nouvelle alerte...

Une nouvelle alerte a été donnée mercredi, dans la capitale. Elle a duré de 13 heures 25 à 14 heures 30. On suppose qu'il s'agissait d'un vol de reconnaissance d'appareils britanniques qui avaient reçu pour soin de constater les dégâts causés par le bombardement.

« Nous vivrons aussi exactement que possible »

disaient les tracts anglais

M. de Brinon, ambassadeur de France, délégué général du gouvernement français dans les territoires occupés, a fait une déclaration à la presse dans laquelle il a dit entre autres :

« Ce bombardement, le maréchal Pétain lui-même par cette phrase : « La sanglante attaque de la nuit du 3 au 4 mars, frappant les seules populations civiles, soulève l'indignation générale et revivra le caractère d'une catastrophe nationale ».

« Je n'ai rien à ajouter au jugement du Chef de l'Etat français, dit M. de Brinon, sinon l'exposé de la réalité que tout le monde doit connaître.

« Dans le tract impudent que les avions anglais ont lancé en même temps que leurs bombes, il est dit : « Nous vivrons aussi exactement que possible, et nous consolons notre affaire ». C'est ainsi que près de 200 habitations civiles ont été détruites dans une seule agglomération ouvrière où nous déplorons 500 morts et 1.200 blessés, dont plus de 200 sont dans un état très grave.

« C'est ainsi qu'un hôpital de Neuilly, loin de tout objectif militaire, a été gravement atteint.

« Mais si l'on n'y compte heureusement que trois blessés, ce n'est point la faute des aviateurs de Sa Majesté britannique. C'est l'absence de précision de l'objectif qui y a des morts et des blessés à Villejuif, à Clamart, où rien n'est plus n'explique ni n'excuse l'agression des bombardiers.

« Ce bilan n'est pas complet, et les pilotes anglais ont annoncé qu'ils reviendraient pour accomplir la même besogne. A tant de crimes, il n'y a qu'une explication, c'est que le gouvernement bolchevique de M. Winston Churchill use désormais des armes du désespoir.

« Pour répondre aux appels de Staline lui enjoignant de passer à l'assaut, il frappe dans un souci d'humanité des coups désordonnés dans les familles françaises, et celles que la propagande communiste appelle des familles prolétaires sont les premières victimes.

« Puisse les Français eux-mêmes comprendre que de tels stentats sont dans l'ordre naturel des choses.

« J'ajoute enfin que M. le commandant en chef des forces alliées mandes en France et M. l'ambas-

seur d'Allemagne m'ont fait exprimer leurs condoléances pour le gouvernement français et que je leur ai communiqué les remerciements du Chef de l'Etat ».

Le journal de la radiodiffusion française déclare :

Mercredi soir, le Journal de la radiodiffusion française a publié, de Vichy, ce qui suit :

« Le caractère inqualifiable de l'agression anglaise, le nombre élevé de victimes, le courage de la population de la banlieue parisienne de cette nuit d'angoisse.

« Les tracts lancés en même temps que les bombes révèlent clairement l'intention de l'agresseur. « Nous venons vous aider » disent les aviateurs britanniques. Etrange, sinistre appui ! dont nous avions perdu le souvenir, depuis le jour où nos soldats mourants interrogés sur le front le ciel vide d'avions anglais ! Aider les ouvriers en les massacrant ! Curieux débrayage que celui qui se fait sur les usines, en pleine nuit grise aux obus incendiaires !

« Un communiqué de l'agence Reuter est plus explicite. Il indique la diversion cherchée par les Anglais pour aider les Russes. Diversion sur le dos de l'ouvrier, de l'ouvrier parisien. Diversion sur les malades des hôpitaux. Diversion sans valeur au

point de vue stratégique. Diversion sans grandeur, puisqu'elle atteint les faibles dans la nuit.

« La radio anglaise parle d'un tir concentré, qui aurait atteint que les usines de Boulogne. Les environs de Versailles, de Clamart et d'Issy, les victimes des centres éloignés de toutes industries, plus de 500 tués, sont la preuve évidente de cette allégation. Toute la banlieue ouest a été en réalité arrosée systématiquement. A côté des usines, ce sont surtout des bercozes qui ont été pulvérisés.

« Ville ouverte, Paris a été bombardé en pleine nuit, alors qu'il courait de l'offensive de 1940, la capitale n'avait connu qu'un bombardement de jour. Paris bombardé ! Les bombes qui ont atteint la capitale auront jeté le monde entier dans la stupeur.

Consternation et indignation en zone non occupée

Vichy, 4 mars. — Aussitôt connue, la nouvelle du bombardement répandu par mercredi matin par la radio, a consterné et indigné la population de la zone non occupée.

Celle-ci ne soupçonnait cependant pas tout d'abord le nombre considérable de pertes en vies humaines et l'ampleur des destructions causées par cette lâche agression, mais sa seule brutalité suffisait à provoquer, aussi bien dans le public que dans le milieu officiel, une profonde et légitime émotion.

(Lire la suite page 2.)

Les Japonais à 70 km. de Batavia

LA CHUTE DE RANGOON SEMBLE IMMINENTE

A Tokio, on laisse prévoir une extension prochaine des opérations à l'Océan Indien

Tokio, 4 mars. — La progression rapide des forces japonaises à Sumatra et plus particulièrement l'occupation de la ville de Bepkoelen, sur la côte ouest du Sumatra, ainsi que l'activité des éclaireurs japonais dans les eaux à l'ouest de la péninsule malaise et au sud de Rangoon, sont considérées à Tokio comme préparatoires à l'extension des opérations à l'Océan Indien.

Quoiqu'on ne dispose pas encore de précisions officielles, on prévoit la prise de Rangoon pour un jour très rapproché.

On annonce une évolution rapide des hostilités sur l'île de Java. Les combats, particulièrement autour de Bandung, au sud-est de Batavia, et dans la région de Sourabaya paraissent se développer au grand avantage des Japonais.

L'activité de la marine et de l'aviation ennemies semble avoir été éteinte.

Selon des nouvelles qui n'ont pas été confirmées officiellement, les centres d'importance primordiale et les centres de communications de la côte nord ont été occupés.

Les troupes japonaises ont franchi 100 kilomètres depuis leur départ d'Indramajoe et se trouvent à 70 kilomètres à peine de Batavia.

A l'aube de mercredi, dans l'est de l'île, des unités motorisées ont atteint un point situé à l'est de Sourabaya ; des combats acharnés sont engagés avec les troupes alliées, qui font des efforts désespérés pour arrêter leur élan.

Le bureau d'informations anglais annonce que les pertes subies sont assez importantes et que les défenseurs de l'île ne peuvent plus garder le moindre espoir de voir arriver des renforts.

Il semble, d'ailleurs, qu'il n'y ait plus de troupes régulières britanniques à Java. Un télégramme de Bandung relate seulement la présence de gardes anglais qui combattent aux côtés des Hollandais.

Deuxième part, le ministre de la

Sebastopol, les attaques se sont poursuivies jusqu'à la tombée de la nuit. Elles ont débouché, en certains points au cours de corps-à-corps. Une contre-attaque allemande qui a dégénéré en combat acharné a abouti à des succès locaux.

Les attaques dans la péninsule de Kertch étaient précédées d'un violent tir de l'artillerie. Dans le secteur d'une seule division, les bolcheviques tiennent environ 10.000 obus. Bien qu'ils eussent mis en ligne de nombreux chars de combat et appuyés les vagues d'assaut avec un tir nourri, les troupes allemandes maintiennent partout leurs positions et repoussent les assaillants, passant même à la contre-offensive.

Simultanément, de violents combats se déroulent sur le Donetz, où les troupes allemandes opposent une résistance tenace et passent même avec succès à la contre-attaque.

Des formations de la Luftwaffe ont appuyé l'attaque.

Les Soviétiques ont attaqué à sept reprises un point d'appui dans le secteur septentrional du front de l'Est. Tous ces assauts se sont écroulés devant la résistance allemande.

Au cours des deux derniers jours de février, des assauts bolcheviques ont, une fois de plus, été repoussés dans le secteur central du front de l'Est.



Un quartier de Batavia, capitale des Indes néerlandaises. (Ph. Sado)

AUX PHILIPPINES

Les troupes américaines n'ont plus aucun espoir de salut

Tokio, 4 mars. — Se rendre ou être exécutés, tel est le sort des troupes américaines et philippines encerclées sur la presqu'île de Balangset qui n'ont plus aucun espoir de salut.

Le nombre des soldats indigènes qui désertent augmente de jour en jour.

(Lire la suite page 2.)

Un nouveau remaniement du cabinet Churchill serait imminent

Genève, 4 mars. — Selon le « Times », le premier britannique annoncerait incessamment un remaniement de son cabinet.

Depuis que Lord Lytton, représentant du Moyen-Orient, est arrivé à Londres, on attend avec impatience une nouvelle nomination au poste diplomatique de

« Nous vivrons aussi exactement que possible »

disaient les tracts anglais

M. de Brinon, ambassadeur de France, délégué général du gouvernement français dans les territoires occupés, a fait une déclaration à la presse dans laquelle il a dit entre autres :

« Ce bombardement, le maréchal Pétain lui-même par cette phrase : « La sanglante attaque de la nuit du 3 au 4 mars, frappant les seules populations civiles, soulève l'indignation générale et revivra le caractère d'une catastrophe nationale ».

« Je n'ai rien à ajouter au jugement du Chef de l'Etat français, dit M. de Brinon, sinon l'exposé de la réalité que tout le monde doit connaître.

« Dans le tract impudent que les avions anglais ont lancé en même temps que leurs bombes, il est dit : « Nous vivrons aussi exactement que possible, et nous consolons notre affaire ». C'est ainsi que près de 200 habitations civiles ont été détruites dans une seule agglomération ouvrière où nous déplorons 500 morts et 1.200 blessés, dont plus de 200 sont dans un état très grave.

« C'est ainsi qu'un hôpital de Neuilly, loin de tout objectif militaire, a été gravement atteint.

« Mais si l'on n'y compte heureusement que trois blessés, ce n'est point la faute des aviateurs de Sa Majesté britannique. C'est l'absence de précision de l'objectif qui y a des morts et des blessés à Villejuif, à Clamart, où rien n'est plus n'explique ni n'excuse l'agression des bombardiers.

« Ce bilan n'est pas complet, et les pilotes anglais ont annoncé qu'ils reviendraient pour accomplir la même besogne. A tant de crimes, il n'y a qu'une explication, c'est que le gouvernement bolchevique de M. Winston Churchill use désormais des armes du désespoir.

« Pour répondre aux appels de Staline lui enjoignant de passer à l'assaut, il frappe dans un souci d'humanité des coups désordonnés dans les familles françaises, et celles que la propagande communiste appelle des familles prolétaires sont les premières victimes.

« Puisse les Français eux-mêmes comprendre que de tels stentats sont dans l'ordre naturel des choses.

« J'ajoute enfin que M. le commandant en chef des forces alliées mandes en France et M. l'ambas-

seur d'Allemagne m'ont fait exprimer leurs condoléances pour le gouvernement français et que je leur ai communiqué les remerciements du Chef de l'Etat ».

Le journal de la radiodiffusion française déclare :

Mercredi soir, le Journal de la radiodiffusion française a publié, de Vichy, ce qui suit :

« Le caractère inqualifiable de l'agression anglaise, le nombre élevé de victimes, le courage de la population de la banlieue parisienne de cette nuit d'angoisse.

« Les tracts lancés en même temps que les bombes révèlent clairement l'intention de l'agresseur. « Nous venons vous aider » disent les aviateurs britanniques. Etrange, sinistre appui ! dont nous avions perdu le souvenir, depuis le jour où nos soldats mourants interrogés sur le front le ciel vide d'avions anglais ! Aider les ouvriers en les massacrant ! Curieux débrayage que celui qui se fait sur les usines, en pleine nuit grise aux obus incendiaires !

« Un communiqué de l'agence Reuter est plus explicite. Il indique la diversion cherchée par les Anglais pour aider les Russes. Diversion sur le dos de l'ouvrier, de l'ouvrier parisien. Diversion sur les malades des hôpitaux. Diversion sans valeur au

point de vue stratégique. Diversion sans grandeur, puisqu'elle atteint les faibles dans la nuit.

« La radio anglaise parle d'un tir concentré, qui aurait atteint que les usines de Boulogne. Les environs de Versailles, de Clamart et d'Issy, les victimes des centres éloignés de toutes industries, plus de 500 tués, sont la preuve évidente de cette allégation. Toute la banlieue ouest a été en réalité arrosée systématiquement. A côté des usines, ce sont surtout des bercozes qui ont été pulvérisés.

« Ville ouverte, Paris a été bombardé en pleine nuit, alors qu'il courait de l'offensive de 1940, la capitale n'avait connu qu'un bombardement de jour. Paris bombardé ! Les bombes qui ont atteint la capitale auront jeté le monde entier dans la stupeur.

Des navires britanniques doivent faire demi-tour dans la Manche

Berlin, 4 mars. — Le haut-commandement de l'armée allemande a annoncé que les navires britanniques doivent faire demi-tour dans la Manche.

Le 3 mars au matin, des batteries de la marine allemande ont canonné des navires britanniques dans la Manche, les obligeant à rebrousser chemin.

Entre 1936 et 1938 83 avions seulement furent construits

J'ai le plus grand désir de vous répondre, mais il me paraît indispensable d'indiquer la situation que j'ai trouvée à mon arrivée au ministère ; mais vous efforcez-vous de réaliser le plan de mobilisation dit numéro cinq. J'ai entendu le chef d'état-major de l'armée et le conseil supérieur de l'air. J'ai demandé quelles hypothèses d'attaque aérienne nous devions envisager et si les moyens actuels

Le président Coussu arrive au palais de Justice

Riom, 4 mars. — Suivi de 200 hommes d'armes, le président Coussu est arrivé au palais de Justice à 13 heures 30. Il annonce aussitôt que l'audience est ouverte et qu'il va procéder à l'interrogatoire de M. Guy La Chambre, ministre de l'air du 18 janvier 1938 à juin 1940.

M. le président Coussu. — Vous aviez fait un état assez sombre de la situation de l'air à votre prise de pouvoir ?

M. La Chambre. — Oui, monsieur.

— Vous aviez dit que la situation était grave ?

J'ai voulu connaître la situation. J'ai reçu le général Villamin, chef d'état-major de l'armée de l'air, qui m'a remis la lettre qu'il m'apprenait précieusement, m'a-t-il dit, à venir à mon poste de ministre, lorsque la crise ministérielle est survenue.

— Vous aviez donc une situation très difficile, chacun s'accrode à la reconnaître ; mais vos efforts ont-ils été suffisants ?

Un avec :

Entre 1936 et 1938 83 avions seulement furent construits

— J'ai le plus grand désir de vous répondre, mais il me paraît indispensable d'indiquer la situation que j'ai trouvée à mon arrivée au ministère ; mais vous efforcez-vous de réaliser le plan de mobilisation dit numéro cinq. J'ai entendu le chef d'état-major de l'armée et le conseil supérieur de l'air. J'ai demandé quelles hypothèses d'attaque aérienne nous devions envisager et si les moyens actuels

Le président Coussu arrive au palais de Justice

Riom, 4 mars. — Suivi de 200 hommes d'armes, le président Coussu est arrivé au palais de Justice à 13 heures 30. Il annonce aussitôt que l'audience est ouverte et qu'il va procéder à l'interrogatoire de M. Guy La Chambre, ministre de l'air du 18 janvier 1938 à juin 1940.

M. le président Coussu. — Vous aviez fait un état assez sombre de la situation de l'air à votre prise de pouvoir ?

M. La Chambre. — Oui, monsieur.

— Vous aviez dit que la situation était grave ?

J'ai voulu connaître la situation. J'ai reçu le général Villamin, chef d'état-major de l'armée de l'air, qui m'a remis la lettre qu'il m'apprenait précieusement, m'a-t-il dit, à venir à mon poste de ministre, lorsque la crise ministérielle est survenue.

— Vous aviez donc une situation très difficile, chacun s'accrode à la reconnaître ; mais vos efforts ont-ils été suffisants ?

Un avec :

Entre 1936 et 1938 83 avions seulement furent construits

— J'ai le plus grand désir de vous répondre, mais il me paraît indispensable d'indiquer la situation que j'ai trouvée à mon arrivée au ministère ; mais vous efforcez-vous de réaliser le plan de mobilisation dit numéro cinq. J'ai entendu le chef d'état-major de l'armée et le conseil supérieur de l'air. J'ai demandé quelles hypothèses d'attaque aérienne nous devions envisager et si les moyens actuels

Le président Coussu arrive au palais de Justice

Riom, 4 mars. — Suivi de 200 hommes d'armes, le président Coussu est arrivé au palais de Justice à 13 heures 30. Il annonce aussitôt que l'audience est ouverte et qu'il va procéder à l'interrogatoire de M. Guy La Chambre, ministre de l'air du 18 janvier 1938 à juin 1940.

M. le président Coussu. — Vous aviez fait un état assez sombre de la situation de l'air à votre prise de pouvoir ?

M. La Chambre. — Oui, monsieur.

— Vous aviez dit que la situation était grave ?

J'ai voulu connaître la situation. J'ai reçu le général Villamin, chef d'état-major de l'armée de l'air, qui m'a remis la lettre qu'il m'apprenait précieusement, m'a-t-il dit, à venir à mon poste de ministre, lorsque la crise ministérielle est survenue.

— Vous aviez donc une situation très difficile, chacun s'accrode à la reconnaître ; mais vos efforts ont-ils été suffisants ?

Un avec :

Entre 1936 et 1938 83 avions seulement furent construits

— J'ai le plus grand désir de vous répondre, mais il me paraît indispensable d'indiquer la situation que j'ai trouvée à mon arrivée au ministère ; mais vous efforcez-vous de réaliser le plan de mobilisation dit numéro cinq. J'ai entendu le chef d'état-major de l'armée et le conseil supérieur de l'air. J'ai demandé quelles hypothèses d'attaque aérienne nous devions envisager et si les moyens actuels

Le président Coussu arrive au palais de Justice

Riom, 4 mars. — Suivi de 200 hommes d'armes, le président Coussu est arrivé au palais de Justice à 13 heures 30. Il annonce aussitôt que l'audience est ouverte et qu'il va procéder à l'interrogatoire de M. Guy La Chambre, ministre de l'air du 18 janvier 1938 à juin 1940.

M. le président Coussu. — Vous aviez fait un état assez sombre de la situation de l'air à votre prise de pouvoir ?

M. La Chambre. — Oui, monsieur.

— Vous aviez dit que la situation était grave ?

J'ai voulu connaître la situation. J'ai reçu le général Villamin, chef d'état-major de l'armée de l'air, qui m'a remis la lettre qu'il m'apprenait précieusement, m'a-t-il dit, à venir à mon poste de ministre, lorsque la crise ministérielle est survenue.

— Vous aviez donc une situation très difficile, chacun s'accrode à la reconnaître ; mais vos efforts ont-ils été suffisants ?

Un avec :

Entre 1936 et 1938 83 avions seulement furent construits

— J'ai le plus grand désir de vous répondre, mais il me paraît indispensable d'indiquer la situation que j'ai trouvée à mon arrivée au ministère ; mais vous efforcez-vous de réaliser le plan de mobilisation dit numéro cinq. J'ai entendu le chef d'état-major de l'armée et le conseil supérieur de l'air. J'ai demandé quelles hypothèses d'attaque aérienne nous devions envisager et si les moyens actuels

Le président Coussu arrive au palais de Justice

Riom, 4 mars. — Suivi de 200 hommes d'armes, le président Coussu est arrivé au palais de Justice à 13 heures 30. Il annonce aussitôt que l'audience est ouverte et qu'il va procéder à l'interrogatoire de M. Guy La Chambre, ministre de l'air du 18 janvier 1938 à juin 1940.

M. le président Coussu. — Vous aviez fait un état assez sombre de la situation de l'air à votre prise de pouvoir ?

M. La Chambre. — Oui, monsieur.

— Vous aviez dit que la situation était grave ?

J'ai voulu connaître la situation. J'ai reçu le général Villamin, chef d'état-major de l'armée de l'air, qui m'a remis la lettre qu'il m'apprenait précieusement, m'a-t-il dit, à venir à mon poste de ministre, lorsque la crise ministérielle est survenue.

— Vous aviez donc une situation très difficile, chacun s'accrode à la reconnaître ; mais vos efforts ont-ils été suffisants ?

Un avec :

Entre 1936 et 1938 83 avions seulement furent construits

— J'ai le plus grand désir de vous répondre, mais il me paraît indispensable d'indiquer la situation que j'ai trouvée à mon arrivée au ministère ; mais vous efforcez-vous de réaliser le plan de mobilisation dit numéro cinq. J'ai entendu le chef d'état-major de l'armée et le conseil supérieur de l'air. J'ai demandé quelles hypothèses d'attaque aérienne nous devions envisager et si les moyens actuels

Le président Coussu arrive au palais de Justice

Riom, 4 mars. — Suivi de 200 hommes d'armes, le président Coussu est arrivé au palais de Justice à 13 heures 30. Il annonce aussitôt que l'audience est ouverte et qu'il va procéder à l'interrogatoire de M. Guy La Chambre, ministre de l'air du 18 janvier 1938 à juin 1940.

M. le président Coussu. — Vous aviez fait un état assez sombre de la situation de l'air à votre prise de pouvoir ?

M. La Chambre. — Oui, monsieur.

— Vous aviez dit que la situation était grave ?

J'ai voulu connaître la situation. J'ai reçu le général Villamin, chef d'état-major de l'armée de l'air, qui m'a remis la lettre qu'il m'apprenait précieusement, m'a-t-il dit, à venir à mon poste de ministre, lorsque la crise ministérielle est survenue.

— Vous aviez donc une situation très difficile, chacun s'accrode à la reconnaître ; mais vos efforts ont-ils été suffisants ?

Un avec :

Entre 1936 et 1938 83 avions seulement furent construits

— J'ai le plus grand désir de vous répondre, mais il me paraît indispensable d'indiquer la situation que j'ai trouvée à mon arrivée au ministère ; mais vous efforcez-vous de réaliser le plan de mobilisation dit numéro cinq. J'ai entendu le chef d'état-major de l'armée et le conseil supérieur de l'air. J'ai demandé quelles hypothèses d'attaque aérienne nous devions envisager et si les moyens actuels

Le président Coussu arrive au palais de Justice

Riom, 4 mars. — Suivi de 200 hommes d'armes, le président Coussu est arrivé au palais de Justice à 13 heures 30. Il annonce aussitôt que l'audience est ouverte et qu'il va procéder à l'interrogatoire de M. Guy La Chambre, ministre de l'air du 18 janvier 1938 à juin 1940.

M. le président Coussu. — Vous aviez fait un état assez sombre de la situation de l'air à votre prise de pouvoir ?

M. La Chambre. — Oui, monsieur.

— Vous aviez dit que la situation était grave ?

J'ai voulu connaître la situation. J'ai reçu le général Villamin, chef d'état-major de l'armée de l'air, qui m'a remis la lettre qu'il m'apprenait précieusement, m'a-t-il dit, à venir à mon poste de ministre, lorsque la crise ministérielle est survenue.

— Vous aviez donc une situation très difficile, chacun s'accrode à la reconnaître ; mais vos efforts ont-ils été suffisants ?

Un avec :

Entre 1936 et 1938 83 avions seulement furent construits

— J'ai le plus grand désir de vous répondre, mais il me paraît indispensable d'indiquer la situation que j'ai trouvée à mon arrivée au ministère ; mais vous efforcez-vous de réaliser le plan de mobilisation dit numéro cinq. J'ai entendu le chef d'état-major de l'armée et le conseil supérieur de l'air. J'ai demandé quelles hypothèses d'attaque aérienne nous devions envisager et si les moyens actuels

Le président Coussu arrive au palais de Justice

Riom, 4 mars. — Suivi de 200 hommes d'armes, le président Coussu est arrivé au palais de Justice à 13 heures 30. Il annonce aussitôt que l'audience est ouverte et qu'il va procéder à l'interrogatoire de M. Guy La Chambre, ministre de l'air du 18 janvier 1938 à juin 1940.

M. le président Coussu. — Vous aviez fait un état assez sombre de la situation de l'air à votre prise de pouvoir ?

M. La Chambre. — Oui, monsieur.

— Vous aviez dit que la situation était grave ?

J'ai voulu connaître la situation. J'ai reçu le général Villamin, chef d'état-major de l'armée de l'air, qui m'a remis la lettre qu'il m'apprenait précieusement, m'a-t-il dit, à venir à mon poste de ministre, lorsque la crise ministérielle est survenue.

— Vous aviez donc une situation très difficile, chacun s'accrode à la reconnaître ; mais vos efforts ont-ils été suffisants ?

Un avec :

Entre 1936 et 1938 83 avions seulement furent construits

— J'ai le plus grand désir de vous répondre, mais il me paraît indispensable d'indiquer la situation que j'ai trouvée à mon arrivée au ministère ; mais vous efforcez-vous de réaliser le plan de mobilisation dit numéro cinq. J'ai entendu le chef d'état-major de l'armée et le conseil supérieur de l'air. J'ai demandé quelles hypothèses d'attaque aérienne nous devions envisager et si les moyens actuels

Le président Coussu arrive au palais de Justice

Riom, 4 mars. — Suivi de 200 hommes d'armes, le président Coussu est arrivé au palais de Justice à 13 heures 30. Il annonce aussitôt que l'audience est ouverte et qu'il va procéder à l'interrogatoire de M. Guy La Chambre, ministre de l'air du 18 janvier 1938 à juin 1940.

M. le président Coussu. — Vous aviez fait un état assez sombre de la situation de l'air à votre prise de pouvoir ?

M. La Chambre. — Oui, monsieur.

— Vous aviez dit que la situation était grave ?

J'ai voulu connaître la situation. J'ai reçu le général Villamin, chef d'état-major de l'armée de l'air, qui m'a remis la lettre qu'il m'apprenait précieusement, m'a-t-il dit, à venir à mon poste de ministre, lorsque la crise ministérielle est survenue.

— Vous aviez donc une situation très difficile, chacun s'accrode à la reconnaître ; mais vos efforts ont-ils été suffisants ?

Un avec :

Entre 1936 et 1938 83 avions seulement furent construits

— J'ai le plus grand désir de vous répondre, mais il me paraît indispensable d'indiquer la situation que j'ai trouvée à mon arrivée au ministère ; mais vous efforcez-vous de réaliser le plan de mobilisation dit numéro cinq. J'ai entendu le chef d'état-major de l'armée et le conseil supérieur de l'air. J'ai demandé quelles hypothèses d'attaque aérienne nous devions envisager et si les moyens actuels

Le président Coussu arrive au palais de Justice

Riom, 4 mars. — Suivi de 200 hommes d'armes, le président Coussu est arrivé au palais de Justice à 13 heures 30. Il annonce aussitôt que l'audience est ouverte et qu'il va procéder à l'interrogatoire de M. Guy La Chambre, ministre de l'air du 18 janvier 1938 à juin 1940.

M. le président Coussu. — Vous aviez fait un état assez sombre de la situation de l'air à votre prise de pouvoir ?

M. La Chambre. — Oui, monsieur.

— Vous aviez dit que la situation était grave ?

J'ai voulu connaître la situation. J'ai reçu le général Villamin, chef d'état-major de l'armée de l'air, qui m'a remis la lettre qu'il m'apprenait précieusement, m'a-t-il dit, à venir à mon poste de ministre, lorsque la crise ministérielle est survenue.

— Vous aviez donc une situation très difficile, chacun s'accrode à la reconnaître ; mais vos efforts ont-ils été suffisants ?

Un avec :

Entre 1936 et 1938 83 avions seulement furent construits

— J'ai le plus grand désir de vous répondre, mais il me paraît indispensable d'indiquer la situation que j'ai trouvée à mon arrivée au ministère ; mais vous efforcez-vous de réaliser le plan de mobilisation dit numéro cinq. J'ai entendu le chef d'état-major de l'armée et le conseil supérieur de l'air. J'ai demandé quelles hypothèses d'attaque aérienne nous devions envisager et si les moyens actuels

Le président Coussu arrive au palais de Justice

Riom, 4 mars. — Suivi de 200 hommes d'armes, le président Coussu est arrivé au palais de Justice à 13 heures 30. Il annonce aussitôt que l'audience est ouverte et qu'il va procéder à l'interrogatoire de M. Guy La Chambre, ministre de l'air du 18 janvier 1938 à juin 1940.